

# Informationensblatt

N°124 – 2015

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem


# Inhaltsverzeichnis

---

3	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 06 février 2015
18	Gemeinderatssitzung Sanem vom 06. Februar 2015 Neues Abfallreglement gestimmt
24	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 06 mars 2015
36	Gemeinderatssitzung Sanem vom 06. März 2015 Soziale Einrichtung «Maison sociale» in Beles

## Impressum

Editeur responsable: Administration Communale de Sanem  
B.p. 74 ■ L-4401 Belvaux ■ Tél. (00352) 59 30 75 - 1 ■ Fax (00352) 59 30 75 - 567  
e-mail mail@sanem.lu ■ www.sanem.lu

Conception et réalisation: F'CREA  
TIONS

Textes et photos: Secrétariat communal



# Procès-verbal des votes

---

## du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 06 février 2015

<b>date de l'annonce publique:</b>	<b>30 janvier 2015</b>
<b>date de la convocation des conseillers:</b>	<b>30 janvier 2015</b>
<b>début:</b>	<b>8h15</b>
<b>fin:</b>	<b>10h45</b>

**Présents:**

M. Engel Georges, président,  
Mme Arendt Patricia, Mme Asselborn-Bintz Simone, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine,  
M. Ewen Guy, secrétaire adjoint

**Absent(s) excusé(s):**

M. Bronzetti Denis

**Premier votant:**

M. Cornély Alain

**Monsieur Jos Piscitelli n'a pas pris part au vote des points 18 à 46.**



## Ordre du jour

---

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir retirer le point 40 de l'ordre du jour.

**Vote unanime**

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir voter le point 44 avant le point 43.

**Vote unanime**

1. Correspondance et Informations

## PROJETS

---

2. Travaux d'installation de loisirs au Galgenberg à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 350.000,- € (article budgétaire: 4/810/221313/05002)

Vote unanime

3. Renouvellement du revêtement de sol du 3ième terrain dans le hall de tennis à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 83.000,- € (article budgétaire: 4/822/221311/14032)

Vote unanime

4. Acquisition de deux ponts de levage pour le garage communal. Devis estimatif détaillé: 50.000,- € (article budgétaire: 4/627/223100/13094)

Vote unanime

5. Acquisition d'un tracteur avec appareils service hivernal et balayage pour le site Scheierhaff à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 45.000,- € (article budgétaire: 4/831/223100/14035)

Vote unanime

6. Acquisition d'un véhicule utilitaire, type fourgonnette, pour les services de régie service réseau eau potable. Devis estimatif détaillé: 40.000,- € (article budgétaire: 4/630/223210/14025)

Vote unanime

7. Acquisition d'une auto-laveuse pour le KUSS. Devis estimatif détaillé: 18.000,- € (article budgétaire: 4/822/222200/14034)

Vote unanime

## AMENAGEMENT COMMUNAL

---

8. Approbation de la convention et du projet d'exécution pour la réalisation du plan d'aménagement particulier - nouveau quartier - concernant la construction de 8 maisons unifamiliales portant sur des fonds sis à Belvaux au lieu-dit «rue Hussigny» pour le compte de la société KRP S.à r.l.

Vote unanime

9. Avenant à la convention du 22 août 2003 relative au reclassement de terrains en zone affectée temporairement au Centre de Recherche-Gabriel Lippmann

Vote unanime

## TRANSACTIONS IMMOBILIERES

10. Approbation d'un acte de vente avec les époux DEFAY-BETTENDORFF concernant la vente d'une parcelle de terrain sise à Soleuvre

Vote unanime

11. Reclassement de la parcelle 2213/5074 sise à Sanem du Domaine Public Communal dans le Domaine Privé Communal

Vote unanime

12. Approbation d'un compromis de vente avec l'association momentanée «ANAVI-EMESTE» concernant la vente d'une parcelle de terrain sise à Sanem

Vote unanime

13. Approbation d'un compromis de vente avec le consortium d'héritiers KAUFFMANN concernant un terrain sis à Belvaux

Vote unanime

14. Approbation d'un avenant au contrat de bail contracté avec la dame UWAROFF concernant la maison unifamiliale sise à L- 4450 Belvaux, route d'Esch, 12

Vote unanime

## FINANCES

15. Approbation de décomptes

Article	Libellé	Devis	Dépenses
4/242/221311/08001	Maisons-relais / Foyers scolaires - Maison-relais 12, rue de France, Belvaux	1'192'000.00	1'192'280.00
4/242/221311/12017	Maisons-relais / Foyers scolaires - Nouveau Foyer scolaire Metzerlach	3'670'000.00	3'590'532.10
4/260/221312/12023	Précarité sociale - Rénovation maison 32, route d'Esch à Belvaux	336'521.52	371'222.85
4/821/221200/09017	Terrains de sports - Aménagement d'un terrain de football en gazon synthétique à Sanem	1'240'000.00	1'224'995.33
4/821/221311/11018	Terrains de sports - Remise en état vestiaires FC Ehlerange	1'000'000.00	1'150'707.73
4/829/221311/08002	Autres sports - Réaménagement des alentours du boulodrome Metzerlach - Accées Parking - Terrain de football	1'178'750.00	1'049'266.14
4/831/221311/01004	Centres culturels et Salles de fêtes - Aménagement d'un centre culturel pour les besoins des asso- ciations d'Ehlerange	4'428'499.90	4'747'714.82

Vote unanime

16. Approbation de divers subsides

Nom	Objet	Montant accordé les années précédentes	Montant accordé
S.O.S. Faim Luxembourg	Demande de don	/	0
Fondation EME – Ecouter pour mieux s'entendre	Demande de don pour l'organisation d'évènements musicaux (dirigés surtout aux personnes malades ou en difficulté)	/	0
CARE	Don de Noël	/	0
ASTM – action solidaire tiers monde	Don de soutien au Togo	/	0
Fondation maison de la porte ouverte	Don de soutien aux enfants, jeunes mamans, immigrés en détresse psychosociale	/	0
Médecins sans frontières	Subside de soutien	/	0
Handicap international	Subside de soutien (pour les mines)	/	0
Les amis du Tibet	Subside de soutien dans la réalisation de projets	/	0
Natur & Umwelt	Subside de soutien dans les activités de sensibilisation et de protection de la nature	/	0
Athenée de Luxembourg	Subside de soutien dans les projets au Cap Vert et Afrique du Sud	/	0
Lëtzebuerger Landjugend - Jongbaueren a - wënzer Süden A.s.b.l.	Subside de soutien pour réalisation du « Landjugenddag » le 14 mai à Hivange	/	0
Fondation Kannerschlass	Subside de soutien	/	100

Vote unanime

17. Approbation d'un subside en faveur du centre d'intervention Sanem

En faveur	Objet	Montant accordé	Article budgétaire
Protection civile Sanem	20 casques de protection	4.000,00 €	3/320/6481201/99002

Vote unanime

18. Gestion des déchets:

A. Règlement communal sur la gestion des déchets

Vote(s) positif(s): 12 Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Angelsberg Dagmar, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Vote(s) négatif(s): 1 Arendt Patricia
---	--

B. Approbation d'un règlement-taxe

Le Conseil Communal,

Vu la loi communal du 13 décembre 1988;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu le règlement communal sur la gestion des déchets approuvé en date du ... par le conseil communal et le ... par l'Autorité Supérieure sous le numéro ...

Vu le règlement-taxe concernant la gestion des déchets approuvé en date du 30 mai 2008 par le conseil communal et le 10 juillet 2008 par l'Autorité Supérieure;

Considérant que le collège échevinal prévoit l'adaptation du règlement-taxe au nouveau règlement communal concernant la gestion des déchets, il propose les modifications suivantes:

**Art. 1a: Taxe de base**

Tout ménage est redevable d'une taxe de base de 42.00 € par trimestre.

Tout commerce/entreprise/entité publique est redevable d'une taxe de base de 84.00 € par trimestre.

**Art. 1b: Déchets (Ordures ménagères et assimilées)**

Poubelle (grise)	Taxe de vidage
80 l	3.00 €
120 l	4.50 €
360 l	13.50 €
Sac-poubelle 50 l	3.00 €

Changement de poubelle	10.00 €
Nettoyage de la poubelle (si nécessaire, en cas de changement)	10.00 €
Nettoyage de la poubelle (si nécessaire, en cas de déménagement)	10.00 € à retenir de la caution
Système de fermeture (Kippschloss)	25.00 € par système (fourniture et montage)

**Art. 2a: Caution pour les récipients mis à disposition des ménages**

Caution forfaitaire 105 € (remboursable)

(récipients standards pour les déchets ménagers 80 l ou 120l, les déchets organiques 120 l/240 l, le papier 120 l/240 l et le verre 40l)

### Art. 2b: Caution pour tous récipients supplémentaires et temporaires

Poubelle 80 l	25.00 €
Poubelle 120 l	25.00 €
Poubelle 240 l	30.00 €
Poubelle Verre 40 l	25.00 €

### Art. 3: Déchets organiques

Taxe intégrée dans la taxe de base.

### Art. 4: Déchets encombrants et ferraille

Deux tarifs différents sont applicables:

0 - 2 m <sup>3</sup>	15.00 €
2 - 3 m <sup>3</sup>	30.00 €

### Art. 5: Coupes d'arbres et d'arbustes

< 2 m <sup>3</sup>	gratuit
> 2 m <sup>3</sup>	25.00 €

### Art. 6: Papier et carton

Taxe intégrée dans la taxe de base

### Art. 7: Verre

Taxe intégrée dans la taxe de base

### Art. 8: Appareils électriques, électroniques ou frigorifiques

Taxe d'enlèvement de 2.50 € / appareil

### Art. 9: Enlèvement de dépôts et autres pénalités

En cas d'identification du contrevenant, l'enlèvement de dépôts de déchets illégaux sur le territoire communal sera facturé à raison de 100,00 € / m<sup>3</sup> (taxe minimale), nonobstant des frais et amendes découlant d'éventuelles poursuites judiciaires.

Une pénalité de 25 à 250 € est applicable pour les positions suivantes du présent règlement:

- Dépôts de déchets abusifs dans les poubelles publics et/ ou les poubelles de tiers (art XVI)
- Dépôts de verre à côté des récipients prévus à cet effet (art. VII, pos. Collecte)
- Entreposage de poubelles sur la voie publique en dehors des délais prévus (art. XV)
- Manquement aux obligations des syndicats de gestion d'immeubles resp. syndicats de copropriété (art. III pos. Immeubles en co-propriété)

### Art. 10

Le recouvrement de taxes pour l'enlèvement des déchets se fait trimestriellement, ensemble avec celui des taxes d'eau et de canalisation.

### Art. 11

Le recouvrement de toutes les autres taxes susmentionnées se fait au courant du mois suivant la sollicitation du ou des services en question.

**Art. 12**

Toutes les dispositions de règlements communaux antérieurs, contraires au texte du présent règlement, sont abrogées.

**Art. 13**

Le présent règlement entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2015

Vote(s) positif(s): 12	Vote(s) négatif(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Angelsberg Dagmar, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patricia

## OFFICE SOCIAL

---

19. Avis du conseil communal concernant une décision du conseil d'administration de l'office social de Sanem:
- a. Approbation de la Convention 2015 entre l'Administration communale de Sanem, l'Office social de Sanem et le Ministère de la Famille et de l'Intégration

Vote unanime

## DIVERS

---

20. Approbation de la convention de partenariat M-Pass entre le Verkëiersbond et la Commune de Sanem

Vote unanime

21. Approbation d'une participation à l'abonnement M-Pass pour les salariés de l'administration communale de Sanem

Le Conseil Communal,

considère important, afin de marquer sa contribution dans le cadre du développement durable,

1. l'engagement à promouvoir les transports en commun;
2. d'aborder de manière globale la problématique des déplacements domicile/travail des salariés;
3. de récompenser les salariés de l'administration communale qui utilisent les transports en commun pour les déplacements domicile/travail;
4. de motiver les salariés de profiter du réseau de transports publics performant qui couvre la commune pour se rendre au travail mais aussi pour tout autre déplacement

décide:

1. que tous les salariés de l'administration communale ainsi que le personnel enseignant de la commune peuvent bénéficier d'un abonnement M-Pass;

2. de prendre en charge 20 % du prix par abonnement M-Pass, facturé à l'administration communale par le Verkéiersverbond

Vote unanime

22. Quête à domicile: Suessemer Guiden a Scouten Troupe Ste Catherine

Vote unanime

23. Communes et écoles sans pesticides – accord de principe

Vote unanime

24. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti / Association
1	Restauration scolaire (Commission de la)	obligatoire	E	HUMBEL Frédéric	L-4448 SOLEUVRE	membre externe	Conseil des parents
2	Restauration scolaire (Commission de la)	obligatoire	S	ALLAR Peggy	L-3638 KAYL	membre externe	Comité de cogestion
3	Restauration scolaire (Commission de la)	obligatoire	S	REULAND Esther	L-4570 NIEDERCORN	membre externe	Représentant maison relais
4	Intégration (Commisson de l')	obligatoire	E	MOTA MONTEIRO Silvia	L-3558 BETTEMBOURG	membre étranger	portugaise
5	Intégration (Commisson de l')	obligatoire	S	CARDOSO PEREIRA Carlos	L-4465 SOLEUVRE	membre étranger	portugaise
6	Scolaire (Commission)	obligatoire	E	SCHMITT Myriam	L-4482 BELVAUX	membre politique	Déi Gréng
7	Scolaire (Commission)	obligatoire	S	FABER-HUBERTY Chantal	L-4480 EHLERANGE	membre politique	Déi Gréng
8	Environnement (Commisson de l')	facultative	E	LUDOVICY Jean	L-4411 SOLEUVRE	membre externe	Amis de la Fleur
9	Bâtisses (Commission des)	facultative	E	DURY Mathias	L-4470 SOLEUVRE	membre politique	Lsap

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti / Association
1	Restauration scolaire (Commission de la)	obligatoire	E	THOMAS Beate	L-4418 SOLEUVRE	membre externe	Conseil des parents
2	Restauration scolaire (Commission de la)	obligatoire	S	DIVIS Lenka	L-4962 CLEMENCY	membre externe	Comité de cogestion
3	Restauration scolaire (Commission de la)	obligatoire	S	BIOT Nadine	L-4996 SCHOUWEILER	membre externe	Représentant maison relais
4	Intégration (Commisson de l')	obligatoire	E	CARDOSO PEREIRA Carlos	L-4465 SOLEUVRE	membre étranger	portugaise
5	Intégration (Commisson de l')	obligatoire	S	MORA BARES Philippe	L-4446 BELVAUX	membre étranger	espagnole
6	Scolaire (Commission)	obligatoire	E	FABER-HUBERTY Chantal	L-4480 EHLERANGE	membre politique	Déi Gréng
7	Scolaire (Commission)	obligatoire	S	SCHMITT Myriam	L-4482 BELVAUX	membre politique	Déi Gréng
8	Environnement (Commisson de l')	facultative	E	ZEHNER Alice	L-4430 BELVAUX	membre externe	Amis de la Fleur

#### Vote unanime

25. Modification du règlement de circulation de la commune de Sanem

Le Conseil Communal,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir le libre écoulement de la circulation routière;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu que les infractions aux dispositions du présent règlement seront punies conformément à l'article 7 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la Police;

Vu le règlement de circulation communal du 23 juillet 2004;

Le conseil communal décide à l'unanimité de modifier le règlement précité du 23 juillet 2004 comme suit et prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son approbation:

1. Les dispositions concernant la rue Pierre Dupong (CV) à Soleuvre sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

Article:	Libellé:	Situation:
4/2/3	Stationnement interdit, excepté handicapés	Sur une place, sur le parking vis-à-vis de la maison n°15



Vote unanime

2. Les dispositions concernant la rue de Limpach (CV) à Sanem sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est supprimée:

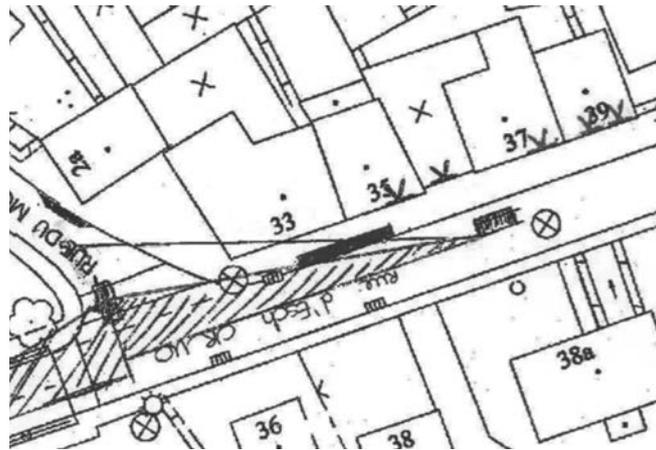
Article:	Libellé:	Situation:
4/2/3	Stationnement interdit, excepté handicapés	Une place, devant la maison n°7a



Vote unanime

3. Les dispositions concernant la rue d'Esch (CR110) à Sanem sont modifiées comme suit:  
La disposition suivante est ajoutée:

Article:	Libellé:	Situation:
4/8	Stationnement autorisé sur un trottoir	Le long des maisons n°33 à 35



Vote unanime

26. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
- Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement des réseaux dans la rue d'Esch à Sanem par l'entreprise Lux-TP pour le compte des P&T pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 09 janvier 2015;
  - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de construction de la maison n°50 rue de Hussigny à Belvaux par l'entreprise de construction Rosa & Neves de Stein fort pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 16 janvier 2015;
  - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux d'enlèvement du reste du béton dans la canalisation et de la réalisation d'une tranchée pour mettre en place des fourreaux en attente, effectués par l'entreprise Soludec; pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 23 janvier 2015;
  - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de raccordement pour la Poste pour le LOT 5 (bâtiment Ketterthill) sous trottoir dans l'Avenue du Swing à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 02 février 2015;
  - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation l'organisation du Bieles am Jumm 2015 sur le parking square-mile à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 02 février 2015;

Vote unanime

27. Questions et divers



Monsieur le Bourgmestre,  
Mesdames, Monsieur,

Permettez-moi de me référer aux rapports de presse du 5 et 6 janvier 2015 concernant l'entrevue des collègues échevinaux des communes de Sanem et de Bascharage avec Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures concernant le dossier d'un "contournement de Bacharage". J'estime opportun et urgent de convoquer encore cette semaine tous les membres du conseil communal ainsi que les membres du groupe de travail afin de leur rapporter de vive voix les résultats et démarches discutées. Je demande par la même occasion de soumettre les résultats des études même intermédiaires dont il a été fait allusion lors des interviews. En plus j'estime que, dans le contexte actuel, les études existantes analysant les flux de circulation et le degré de pollution actuel (air, bruit) concernant notre commune en général, et les environs de Sanem en particuliers, évoquées lors des discussions sur les plans sectoriels, doivent être publiées et prises en considération dans le cadre des discussions à venir.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de ma parfaite considération.

Patrizia Arendt,  
conseillère communale.

**Réponse du collège échevinal:**

Après la réunion avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, le groupe de travail „Contournement”, dans lequel tous les partis politiques de la commune sont représentés, a été convoqué et a reçu toutes les informations essentielles. Il a été informé que le ministre avait présenté les résultats des analyses (par l'Administration des Ponts et Chaussées) concernant la pollution de l'environnement et les chiffres du trafic de la route de Luxembourg à Bascharage. Le ministre a confirmé qu'il est en nécessité d'agir suites aux concentrations élevées d'azote. Ainsi, la variante 0 est hors de question pour le ministère. Les 3 autres variantes vont être analysées. La commune a demandé par écrit les études de l'Administration des Ponts et Chaussées. Dès que la commune sera en possession de ces analyses, le groupe de travail sera informé.

Le point de vue de la commune de Sanem reste inchangé. On est toujours d'avis qu'il faudra d'abord exploiter toutes les autres options avant de construire une nouvelle route. Le contournement projeté ne résoudra pas les problèmes de trafic à Bascharage ni dans les communes avoisinantes. Ainsi il faudra trouver une autre solution plus durable.

**SEANCE A HUIS CLOS**

## PERSONNEL - ADMINISTRATION

---

28. Nomination d'un fonctionnaire à plein temps dans la carrière du secrétaire communal (m/f) pour les besoins de l'administration communale

Est nommé(e):  
GREVEN Manon

29. Nomination provisoire d'un rédacteur (m/f) pour les besoins de l'administration communale sous le statut du fonctionnaire communal à temps plein

Est nommé(e):  
BECKER Lisa

30. Nomination d'un salarié (anciennement employé privé) (m/f) à plein temps de la carrière C, sous contrat de travail à durée déterminée pour les besoins du secrétariat communal

Est nommé(e):  
DURBACH Carole

31. Nomination d'un salarié (anciennement employé privé) (m/f) à plein temps de la carrière C, sous contrat de travail à durée déterminée pour les besoins du service financier

Est nommé(e):  
DRAUDEN Michel

32. Nomination définitive de Monsieur KOMPOSCH François au poste de rédacteur auprès de l'administration communale à partir du 1<sup>er</sup> février 2015

Est nommé(e):  
KOMPOSCH François

33. Prolongation de stage de la dame PIGAT Laurence, expéditionnaire administratif, pour la période du 01.03.2015 au 29.02.2016, soit 12 mois

Prolongation accordée

34. Prolongation de stage de Monsieur Ventura Daniel, rédacteur, pour la période du 01.03.2015 au 29.02.2016, soit 12 mois

Prolongation accordée

## PERSONNEL - CIPA «RESIDENCE OP DER WASSERTRAP»

---

35. Augmentation de la tâche hebdomadaire de travail de la dame BETTENDORFF Nadine aide-soignante au CIPA «Résidence op der Wassertrap», de 20 à 30 heures par semaine

Augmentation accordée

36. Augmentation de la tâche hebdomadaire de travail de la dame SEYWERT épouse MEYER Carole aide-soignante au CIPA «Résidence op der Wassertrap», de 20 à 30 heures par semaine

Augmentation accordée

37. Réduction de la tâche hebdomadaire de 40 heures à 30 heures de la dame Romeo Francesca éducatrice diplômée au CIPA «Résidence op der Wassertrap»

Réduction accordée

## PERSONNEL – MAISON RELAIS POUR ENFANTS

---

38. Démission de la dame Kausché épouse Rinaldis Nancy, aide-éducatrice, avec une tâche de 16 heures /semaine à la Maison Relais Sanem, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5(en formation) avec effet au 15 mars 2015

Démission accordée

39. Démission de la dame Salvadori Colette, aide-éducatrice, avec une tâche de 16 heures /semaine à la Maison Relais Sanem, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation) avec effet au 15 février 2015.

Démission accordée

40. Nomination d'un éducateur (m/f) avec une tâche de 40 heures/semaine et à durée déterminée, pour les besoins de la Maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5

Le point a été retiré de l'ordre du jour.

41. Nomination d'un éducateur diplômé (m/f) avec une tâche de 20 heures/semaine et à durée indéterminée, pour les besoins de la Maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5(en formation)

Est nommé(e):

STEFANELLI Béatrice

42. Nomination d'un aide-éducateur (m/f) avec une tâche de 16 heures/semaine et à durée indéterminée, pour les besoins de la Maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5(en formation)

Est nommé(e):

BIDAINE-LORANG Lydie

43. -> 44. Augmentation temporaire de la tâche hebdomadaire de 20 heures à 35 heures de la dame SIMON Mireille, éducatrice diplômée à la Maison Relais SANEM, pour la période du 1<sup>er</sup> février 2015 au 31 janvier 2016

Augmentation accordée

44. -> 43. Réduction temporaire de la tâche hebdomadaire de 35 heures à 20 heures de la dame KREMER Fabienne, éducatrice diplômée à la Maison Relais SANEM, pour la période du 1<sup>er</sup> février 2015 au 31 janvier 2016

Réduction accordée

45. Réduction temporaire de la tâche hebdomadaire de 32 heures à 20 heures de la dame KERSCHEN Gabrielle, éducatrice diplômée à la Maison Relais SANEM, pour la période du 7 février 2015 au 7 février 2016

Réduction accordée

46. Réduction de la tâche hebdomadaire de 40 heures à 30 heures de la dame Rings Laura, éducatrice diplômée à la Maison Relais SANEM, pour la période du 24 janvier 2015 au 23 janvier 2016

Réduction accordée


## Gemeinderatssitzung Sanem vom 06. Februar 2015

---

### Neues Abfallreglement gestimmt

In der ersten Sitzung des Jahres am 6. Februar 2015 standen 45 Punkte auf der Tagesordnung, von denen die Neugestaltung des Naherholungszentrum Beleser „Gaalgebierg“ und das neue Abfallreglement die meiste Aufmerksamkeit auf sich zogen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte auch, dass der Pförtner des Gemeindehauses Erny Gindorff heute zum letzten Mal die Räumlichkeiten des Gemeinderates vorbereitet hat. Er dankte ihm für seinen langjährigen Einsatz und wünschte ihm alles Gute in der wohlverdienten Rente.



#### BELES

---

Zu Beginn der Sitzung bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) den Gemeinderat einen Punkt (40) von der Tagesordnung zu verschieben und Punkt 45 vor Punkt 44 abzustimmen. Danach gab Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) die von der Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) gefragten Informationen zu der Anzahl an Arbeitnehmern mit Behinderung und an Auszubildenden innerhalb der Gemeindeverwaltung. Es gibt insgesamt 9 Mitarbeiter mit Behinderung und 12 Angestellte, die sich in einer internen Wiedereingliederung („reclassement“) befinden. Die Gemeinde beschäftigt zudem 12 Auszubildende, 3 junge Leute mit einem CAE-Vertrag (Contrat d'appui-emploi) und 5 Erzieher befinden sich in einer berufsbegleitenden Ausbildung.



#### MODERNISIERUNG DES NAHERHOLUNGS- GEBIET „GAALGEBIERG“

---

Der erste Kostenvoranschlag dieser Sitzung betraf Installationsarbeiten auf dem Beleser „Gaalgebierg“. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) und Gemeindeingenieur Adis Sabotic gaben hierzu alle nötigen Erklärungen.



*Das Gesamtkonzept zur Modernisierung des Freizeit- und Naherholungszentrum „Gaalgebierg“ wurde bereits 2010 vorgestellt. Dieses Projekt soll in 3 Phasen realisiert werden. Heute ging es nun also um die erste Phase, in der mit 350.000 € folgende Arbeiten umgesetzt werden sollen: die Installation von öffentlichen Toiletten (230.000 €), die Anlage einer Aussichtsplattform (80.000 €) und die Neugestaltung des Fußballplatzes, des Volleyballfeldes und von Spielplätzen (40.000 €).*

Die öffentliche Toilettenanlage hat nicht nur eine Fassade mit Vandalismus-Schutz, sondern ermöglicht auch eine Fernsteuerung der Öffnungszeiten. Zudem befinden sich in der Anlage ein kleiner Lagerraum und selbstverständlich auch eine behindertengerechte Toilette. Der Aussichtspunkt in Richtung Differdingen ist eine Metallkonstruktion, die sich gut in die Natur integriert. Die Arbeiten sollen von Februar bis Juni 2015 andauern und so geplant werden, dass die Besucher und Vereine den „Gaalgebierg“ auch weiterhin benutzen können.

Im Herbst soll dann die zweite Phase folgen, in der für 400.000 € weitere kleinere Spielplätze angelegt werden sollen.

Der Kostenvoranschlag in Höhe von 350.000 € wurde dann einstimmig vom Gemeinderat verabschiedet.

Ebenfalls ohne Einwände stimmten die Gemeinderäte die Erneuerung des Bodenbelags des 3. Spielfeld der



Der Beleser „Gaalgebierg“ wird neugestaltet

Tennishalle. Dieser ist bereits 20 Jahre alt und wird nun für 83.000 € neuverlegt.

Mit einem einstimmigen Votum bewilligte der Gemeinderat auch den Kauf von zwei Hebebühnen für die kommunale Garage und von einem Traktor für den Winterdienst auf dem Scheierhaff, der im Sommer auch als Kehrmaschine benutzt werden kann. In diesem Zusammenhang informiert Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass der Fuhrpark der Gemeinde 89 Fahrzeuge beinhaltet, davon 11 LKWs, 27 Kleintransporter und 19 PKWs. Auf die Frage von Gemeinderat Alain Cornély (Déi Gréng) wo die Gemeindefahrzeuge tanken, antwortete der Bürgermeister, dass die gemeindeeigenen Fahrzeuge mit einer Karte an den 2 Tankstellen in Beles und Sanem ihren Tank füllen können und die Gesamtrechnung dann jeden Monat an die Gemeinde gerichtet wird.

Die Anschaffung eines Kleintransporters für den Wassernetzdienst und einer automatischen Reinigungsmaschine für den neuen KUSS wurde ohne Vorbehalt genehmigt. DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun bemerkte in diesem Zusammenhang, dass es wichtig sei, dass die Benutzer solcher Maschinen auch angemessene Schulungen erhalten. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) stimmte ihr zu und Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erklärte, dass die Formation mit der Maschine Bestandteil des Kaufvertrags sei.

## PAP FÜR 8 EINFAMILIENHÄUSER IN DER RUE DE HUSSIGNY IN BELES BEWILLIGT

Anschließend wurde der PAP („projet d’aménagement particulier“) für den Bau von 8 Einfamilienhäuser in der rue de Hussigny in Beles vom Gemeinderat verabschiedet.



In der rue de Hussigny in Beles werden 8 Einfamilienhäuser gebaut.

Dadurch dass das „Centre de Recherche-Gabriel Lippmann“ mit dem „Centre de Recherche-Henri Tudor“ zusammengelegt worden ist und nun den gemeinsamen Namen Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) trägt, musste die dazugehörige Konvention zur Bereitstellung des Grundstückes abgeändert werden. Dieser Punkt als auch 5 weitere Immobilientransaktionen wurden einstimmig bewilligt.

Auch bei den diversen Abschlussrechnungen, den von Gemeinderatsmitglied und Finanzkommissionspräsident Jemp Schlessler (LSAP) präsentierten Subsidien und der finanziellen Unterstützung für die „protection civile“ der Gemeinde Sanem gab es keine Einwände.

## NEUES ABFALLREGLEMENT UND DAZUGEHÖRIGE GEBÜHREN

Anschließend übergab Bürgermeister Georges Engel (LSAP) das Wort an Umweltschöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) und Umweltberater der Gemeinde, Jos Mathieu um das neue Abfallreglement und die dazugehörigen Gebühren zu präsentieren. Per Gesetz wurde die Gemeinden 2012 dazu verpflichtet ihr Abfallreglement abzuändern und der Umweltservice hat seit März 2014 viel daran gearbeitet, bis der Gemeinderat die neue Verordnung zum ersten Mal im Dezember zugeschickt bekommen hatte. Jos Mathieu erklärte, dass seit Dezember einige Änderungen auf Vorschlag der Umweltkommission vorgenommen wurden.



Das neue Abfallreglement und Tarife gelten ab dem 1. Juli 2015

Die neue Abfallverordnung beruht auf dem Verursacherprinzip. Dies bedeutet, dass die für die Müllbeseitigung entstehenden Kosten gerechter verteilt werden. Wer weniger Müll produziert, muss auch weniger bezahlen. Personen die gegen das Abfallreglement verstoßen, werden mit Geldstrafen von 25 bis 250 € geahndet.

Der Umweltberater ging auch kurz darauf ein, dass sich aus der Restmüllanalyse 2014 (nachzulesen auf [emwelt.lu/déchets/statistiques-et-indicateurs/](http://emwelt.lu/déchets/statistiques-et-indicateurs/) analyse des déchets municipaux en mélange 2013-2014) schlussfolgern lässt, dass unter anderem in der grauen Mülltonne

zu viel Papier/Karton drin ist, die grüne Mülltonne zu wenig für Essensreste benutzt wird und seit der letzten Analyse (2009/2010) ein neuer Typ Müll aufgetaucht ist: Kaffeekapseln aus Aluminium (570 Tonnen landesweit).

Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) erklärte, dass zudem im Rahmen des Klimapaktes die Elemente des Müllreglements wie z.B. das Konzept zur Müllverminderung und -nutzung, die Abfalltrennung, die Rückgewinnung von wiederverwertbaren Materialien, die Senkung des Energieverbrauchs beim Müllaufsammeln, die Abfallvermeidung, die Müllverwertung und die Recyclingförderung, 4 Punkte einbringen. Es sei allerdings noch viel Sensibilisierungsarbeit von Seiten der Gemeinden nötig um die Bürger dazu zu bewegen das aktuelle Trennsystem besser zu nutzen, beim Einkaufen Abfall zu vermeiden und den Anteil an Plastikfolien herunterzuschrauben. Durch ein neues Projekt von Valorlux („Re-Box“) können die Konsumenten ihren Abfall noch besser trennen. Diese Sammelstellen sind vor allem für Plastikverpackungen gedacht, wie Joghurtbecher und Plastikfolien und -tüten. Die „Re-Box“ stehen bereits an verschiedenen Orten (Einkaufszentrum Cora in Foetz, Delhaize in Bertrange, Match in Capellen und Pall Center in Operpallen) und werden in naher Zukunft bei weiteren Supermärkten im ganzen Land aufgestellt.

In der Gemeinde entstehen immer mehr Wohnresidenzen mit mehreren Haushalten, so die Schöffin, deshalb sei es wichtig ihnen in punkto Abfallorganisation durch eine Beratung der Gemeinde unter die Arme zu greifen. Dieses Beratungsprojekt schlägt 3 Ebenen der Organisation vor: die Umsetzung des gesetzlichen Minimums (4 verschiedene Mülltonnen), die Einrichtung einer Mini-Recycling-Station und für die ganz Fleißigen das Erreichen der „Superdreckskešcht“-Labels. Das neue Abfallreglement sieht einen Ansprechpartner in der Residenz vor (entweder ein Bewohner des Gebäudes oder die Hausverwaltung).

Die Schöffin informierte weiterhin, dass die Abfallberatung (betreffend den Hausmüll) bei den Unternehmen bisher gute Resultate mit sich gebracht hat. Die Erfahrung hat gezeigt, dass die Firmen keinen Kontakt zu Valorlux haben und deshalb die PMC nicht getrennt werden. Die Gemeinde kümmert sich also darum, die Betriebe zur PMC-Trennung zu bewegen. Außerdem haben alle angefragten Unternehmen sich spontan dazu entschieden bei der Aktion „E Stopp fir de Mupp“ zu beteiligen. Zudem konnte die Gemeinde öfters helfen ein Abfallprodukt vom Hausmüll in den Recycling-Zyklus einzubinden.

Abschließend betonte Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng), dass die Gemeinde die wichtige Aufgabe habe, vor Ort bei den Bürgern, in den Residenzen und bei den Firmen aufzuklären, zu informieren und zu beraten. Nur so könne man erreichen, dass aus Abfall kein Müll wird, sondern eine Ressource.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) übte Kritik an verschiedenen Formulierungen des neuen Reglements. Zudem forderte sie eine Re-Kommunalisierung der Müllbeseitigung, die Abwendung von privaten Firmen und die Offenlegung aller bestehenden Konventionen in diesem Bereich. Außerdem solle man sich Gedanken über einen Freibetrag, ähnlich wie beim Wasser in anderen Gemeinden, machen. Dies auch in Bezug auf die Schaffung von Arbeitsplätzen. Sie könne zudem das Kostendeckungsprinzip wie auch bereits beim Wasserverbrauch nicht unterstützen. Beim aktuellen System bliebe der Anreiz Müll zu vermeiden verfehlt, da keine Staffelung vorgesehen sei. Die letzte Tonne kostet so viel wie die erste. Sie bedauerte ebenfalls, dass es keine prinzipielle Diskussion im Voraus gab und verlangte nach einer Arbeitsgruppe außerhalb der Umweltkommission um weitere Müllvermeidungsmöglichkeiten zusammenzutragen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete, dass die Umweltkommission das geeignete Gremium gewesen sei um über die Abfallverordnung zu diskutieren, da man nicht für jedes Reglement oder Projekt eine weitere Arbeitsgruppe schaffen könne. Außerdem könne man seiner Meinung nach, Wasser und Abfall nicht miteinander vergleichen, da Wasser im Gegensatz zu Müll ein Grundbedürfnis sei.

Somit wurden das neue Abfallreglement und die diesbezüglichen Gebühren mit 12 Stimmen und der Gegenstimme von Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) angenommen.

## M-PASS-KONVENTION UNTERSCHRIEBEN

Danach bewilligten die Gemeinderäte einstimmig die Konvention 2015 mit dem Sozialamt und dem Familienministerium bezüglich der Finanzierung und der Organisation des Sozialamtes, die Genehmigung für die Sanemer Guiden und Scouten zur Haussammlung, die Grundsatzvereinbarung „Gemeinden und Schulen ohne Pestizide“, die Umänderungen in den beratenden Kommissionen, drei Modifikationen des Hauptverkehrsreglements und diverse temporäre Verkehrsverordnungen.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) gab dann alle nötigen Erklärungen zur Konvention „M-Pass“ mit dem „Verkéiersbond“. Mit der Unterschrift der Partnerschaftsvereinbarung engagiert sich die Gemeinde, sich Gedanken über die Mobilität des Personals zu machen. Der Verkehrsverbund verpflichtet sich im Gegenzug die Gemeinde bei der Förderung von Bus und Zug als Transportmittel für den Arbeitsweg, zu unterstützen (z.B. Informationen zu den Verbindungen, Partizipation beim Mobilitätstag). In diesem Rahmen gibt es eine weitere Konvention bezüglich der Kostenbeteiligung am „M-Pass“ für alle Angestellten der Gemeinde. Der Verkehrsverbund übernimmt 10 % des Jahres-Abo (440 €) und die Gemeinde beteiligt sich auf freiwilliger Basis mit 20 %, d.h. der Angestellte bezahlt nur noch 308 € für 1 Jahr. Mit dem M-Pass kann man landesweit alle öffentlichen Transportmittel benutzen.



Der M-Pass ist eine attraktives Abonnement für das öffentliche Verkehrsnetz.

Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) informierte hierzu, dass diese Konvention mit dem Verkehrsverbund weitere 4 Punkte im Klimapakt-Katalog einbringt für die „Unterstützung bewusster Mobilität in der Verwaltung“. Die Gemeinde fördert nämlich nachhaltiges Mobilitätsverhalten nicht nur mit dieser Beteiligung am Abo, sondern stellt den Angestellten Dienstfahrräder und Duschmöglichkeiten zur Verfügung.

Beide Konventionen wurden ohne Einwände verabschiedet.

## UMGEHUNGSSTRAÙE VON BASCHARAGE

Im letzten Teil beantwortete Bürgermeister Georges Engel (LSAP) auf die schriftliche Anfrage von Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) bezüglich der Umgehungsstraße von Bascharage. Nachdem in den Zeitungen Anfang Januar Artikel über die Unterredung zwischen den Schöffenräten von Sanem und Käerjeng und dem Nachhaltigkeits- und Infrastrukturminister François Bausch bezüglich der Umgehungsstraße von Bascharage erschienen waren, hatte die Gemeinderätin darum gebeten, den Gemeinderat und die Arbeitsgruppe „Contournement“ zusammenzurufen um die Resultate dieser Unterredung mitzuteilen. In diesem Zusammenhang verlangte sie auch, dass alle Analysen und Studien betreffend den Verkehrsfluss und der Umweltbelastung von Käerjeng aber auch von Sanem öffentlich gemacht werden und in den kommenden Diskussionen mit einfließen.



Die geplante Umgehungsstraße ist immer noch ein  
brisantes Thema.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass nach der Unterredung beim Ministerium die Arbeitsgruppe „Contournement“, in der alle Parteien der Gemeinde vertreten sind, zusammengerufen wurde und alle wichtigen Informationen erhalten hat. Er fasste dann noch einmal zusammen was in der Zusammenkunft mit Minister Bausch beredet worden war. Zum einen wurden die Ergebnisse der Umweltbelastung und Verkehrszahlen präsentiert und zum anderen ging es hauptsächlich um 4 Varianten der Umgehungsstraße, wobei die Variante 0 (kein Bau der Straße) für

Minister Bausch nicht in Frage käme. Der Minister sei im Zugzwang angesichts der gemessenen zu hohen Stickstoffwerte. Die 3 anderen Varianten werden alle analysiert. Zudem informierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass die Gemeinde schriftlich die besagten Analysen und Studien der Straßenbauverwaltung angefragt habe, allerdings noch nicht erhalten hat. Außerdem betonte er, dass der Standpunkt der Gemeinde Sanem sich nicht geändert habe. Man sei immer noch der Meinung, dass man zuerst alle anderen Maßnahmen durchführen müsse bevor man eine neue Straße baut.

Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) bemerkte dann noch, dass für den Minister die Variante 0 gar nichts unternehmen bedeute, für den Schöffenrat jedoch müsste die Variante 0 andere Maßnahmen heißen. Mit der Umgehungsstraße werden die Verkehrsprobleme nicht gelöst und man müsse deshalb eine nachhaltigere Lösung finden.

Sobald die Studien vom Minister in der Gemeinde angekommen sind, wird die Arbeitsgruppe informiert, so der Bürgermeister abschließend.

Danach stellte DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun ebenfalls Fragen an den Schöffenrat. Zum einen ging es um die Beschwerde der Anwohner der rue de France, ob es normal sei, dass die Busse über die Bürgersteige fahren. Zum anderen handelte es sich um die Auswechslung der Wasserzähler an dem Tag als die Meldung kam, dass falsche Wasserableser unterwegs seien. Die Anwohner seien nicht über den Austausch informiert worden und die Gemeindemitarbeiter hätten sich nicht ausweisen können.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) antwortete zu der ersten Frage, dass dieser Umstand natürlich nicht regulär sei. Es gäbe allerdings immer wieder Straßensituationen in der ein Fahrzeug anhalten muss um das entgegenkommende Fahrzeug vorbeizulassen und dann erst wieder weiterfahren kann. Es sei schwierig für den Schöffenrat in diesem Falle etwas zu unternehmen, es fällt eher in den Zuständigkeitsbereich der Polizei. Zur zweiten Frage, klärte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) auf, dass man den Unterschied zwischen den regulären Austausch der Wasserzähler und den Wasserablesern machen müsse. Das ganze Jahr über werden die alten Wasserzähler quer durch die Gemeinde vom technischen Dienst ersetzt. Es sei leider organisatorisch nicht möglich die betroffenen Haushalte weit im Voraus zu informieren, da man nicht immer wisse wie lange die Arbeiten dauern bis man zum nächsten fahren kann. Die Warnmeldung, die herausge-

---

geben worden war, bezog sich nur auf falsche Wasserableser. Die von der Gemeinde engagierten Ableser tragen nämlich einen Ausweis mit der Unterschrift des Bürgermeisters mit sich.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erklärte ebenfalls, dass es sich hierbei um einen Zufall gehandelt habe, dass an dem gleichen Tag ein Austausch vorgenommen wurde an dem die Warnmeldung mitgeteilt worden war. Die Auswechslung der Wasserzähler verläuft nicht flächendeckend, sondern je nach Alter des Zählers. Deshalb verfährt der technische Dienst mit persönlichem Kontakt. Man erhält einen Informationszettel und klärt ab wann die Arbeiten vorgenommen werden. Außerdem erkennt man die Gemeindemitarbeiter auch am Arbeitsmaterial und am Gemeindefahrzeug.

Auf die Frage von Gemeinderat Mike Lorang (CSV) wann eine Absperrung bei der Lagerhalle in der rue de l'Usine in Beles errichtet wird um Fahrzeuge daran zu hindern den Schleichweg zu benutzen, antwortete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass der Weg nicht der Gemeinde gehöre und deshalb noch nichts aufgestellt wurde. Sobald die Konvention mit dem Besitzer des Weges Arcelor unterschrieben ist, werden an dieser Stelle Pfeiler aufgestellt.

## NEUE GEMEINDESEKRETÄRIN GESTIMMT

---

In der geschlossenen Sitzung wurden insgesamt 19 Personalentscheidungen behandelt. So wurde unter anderem die langjährige Gemeindebeamtin Manon Greven zur neuen Gemeindesekretärin genannt.


# Procès-verbal des votes

---

## du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 06 mars 2015

<b>date de l'annonce publique:</b>	<b>27 février 2015</b>
<b>date de la convocation des conseillers:</b>	<b>27 février 2015</b>
<b>début:</b>	<b>08h15</b>
<b>fin:</b>	<b>10h50</b>

**Présents:**

M. Engel Georges, président,  
Mme Arendt Patricia, Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, Mme Greven Manon, en remplacement du secrétaire communal

**Absent(s) excusé(s):**

néant

**Premier votant:**

M. Piscitelli José

**M. Schlessler Jean-Pierre n'a pas pris part au vote du point 2 et du point 3.**

**Mme Tornambé-Duchamp Nadine n'a pas pris part au vote du point 15.**

**M. Bronzetti Denis n'a pas pris part au vote du point 17.**

**M. Engel Georges n'a pas pris part au vote du point 26.1.**

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

33 Nomination définitive de la dame PIGAT Laurence au poste d'expéditionnaire administratif auprès de l'administration communale à partir du 1<sup>er</sup> mars 2015.

Vote unanime

34 Nomination définitive de la dame BELLINATO Cynthia au poste d'expéditionnaire administratif auprès de l'administration communale à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Vote unanime

35 Promotion de la dame BAMBERG Patrice au poste de commis principal, grade 8, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Vote unanime



## Ordre du jour

---

1. Correspondance et Informations
2. Approbation de rapports (07 février, 07 mars, 26 mars, 05 mai, 16 juin, 18 juillet 2014)

Vote unanime

### PROJETS

---

3. Remise en état du réservoir Loetschef à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 1.115.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/13095)

Vote unanime

4. Travaux d'agrandissement et de la transformation des infrastructures pour le service technique. Devis estimatif détaillé: 1.075.000,- € (article budgétaire: 4/130/221311/14016)

Vote unanime

5. Acquisition de mobilier et machines -déménagement des services sociaux. Devis estimatif détaillé: 100.000,- € et crédit (article budgétaire: 4/150/223410/15002)

Vote unanime

6. Acquisition d'un véhicule utilitaire type fourgon tôle équipé de matériel spécial pour la détection de fuites d'eau pour les services de régie service réseau eau potable. Devis estimatif détaillé: 70.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/14023)

Vote unanime

7. Travaux de déménagement des services sociaux et le changement d'affectation de la maison sociale (Maison Feis) à Belvaux. Devis estimatif détaillé et crédit: 67.500,- € (article budgétaire: 4/690/221311/13116)

Vote unanime

8. Travaux de démolition de l'ancienne grange Horsmans dans le cadre du futur accès au lotissement «Enner Zolwerwee». Devis estimatif détaillé: 65.000,- € (article budgétaire: 4/120/221313/14038)

Vote unanime

9. Surveillance à distance de bâtiments communaux. Devis estimatif détaillé: 60.000,- € (article budgétaire: 4/120/222100/99001)

Vote unanime

10. Travaux de rénovation des chemins au nouveau cimetière de Soleuvre -phase 2. Devis estimatif détaillé: 40.000,- € (article budgétaire: 4/626/221313/14002)

Vote unanime

11. Mise en conformité de la technique pour la fontaine d'eau à place de la mairie à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 40.000,- € (article budgétaire: 4/621/222100/14008)

Vote(s) positif(s): 14	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patricia

12. Acquisition d'une camionnette cabine simple avec plateau bâché pour les besoins du service infrastructures équipe maçons. Devis estimatif détaillé: 35.000,- € (article budgétaire: 4/624/223210/14020)

Vote unanime

13. Acquisition d'un nouveau minibus pour les besoins de la Maison Relais. Devis estimatif détaillé: 30.000,- € (article budgétaire: 4/242/223210/99001)

Vote unanime

14. Acquisition d'une voiture de service type fourgonnette 5 places pour les services de régie service infrastructures. Devis estimatif détaillé: 24.000,- € (article budgétaire: 4/624/223210/14019)

Vote unanime

## AMENAGEMENT COMMUNAL

15. Approbation d'un projet d'aménagement particulier nouveau quartier concernant des fonds sis à Belval au lieu-dit Square Mile à Belvaux

Vote unanime

16. Saisine de la modification ponctuelle du projet d'aménagement général concernant le reclassement de terrains aux abords de la rue Sigefroi à Soleuvre

Vote unanime

17. Saisine de la modification ponctuelle du projet d'aménagement général concernant le centre pénitentiaire Uerschterhaff (CPU) à Sanem

Vote(s) positif(s): 13 Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Abstention(s): 1 Arendt Patricia
--	-------------------------------------

## TRANSACTIONS IMMOBILIERES

18. Approbation d'un acte de vente signé entre le consortium d'héritiers GRAND-GENET et l'Administration Communale de Sanem concernant l'acquisition d'un bâtiment à habitation situé à L-4450 Belvaux, 30, route d'Esch au prix de 867.000,- €

Vote unanime

19. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la société «P&P Promotions S.à r.l.»

Vote unanime

20. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la société à responsabilité limitée «ELSA-IMMO» concernant la cession de deux terrains sis à Soleuvre

Vote unanime

21. Approbation d'un compromis de cession avec le sieur SCHROEDER concernant deux parcelles sises au lieu-dit «Rue de Hussigny» à Belvaux

Vote unanime

## FINANCES

22. Approbation de divers subsides

Nom	Objet	Montant accordé les années précédentes	Montant accordé
Fondation Lëtzebuerger Blannervereenegung	Subside 2015	100 €- 2012	100
Frënn vum Resistenz musée	Demande de Don	/	25 (carte de membre)
Guiden a Scouten fir ENG Welt a.s.b.l.	Id.	/	/
Les Amis du Tibet Luxembourg	Id.	/	/
Mensa Lëtzebuerg ASBL	Id.	/	/
Sos Sahel	Id.	/	/
Sportlycée Luxembourg	Id.	/	/
Union Grand-Duc Adolphe	Id.	/	/
Trisomie 21 A.s.b.l.	Id.	/	100

Vote unanime

23. Modification budgétaire pour prestations TELEALARME suivant convention avec Stëftung Hëllef Doheem

Le Conseil Communal,

Vu la convention signée le 14 mars 2005 entre l'Administration Communale de Sanem et la Fondation Stëftung Hëllef Doheem;

Vu l'article n°6 de ladite convention qui stipule que la Commune participera mensuellement aux frais de location et de la permanence en prenant en charge le solde du tarif social non couvert par la participation de l'usager;

Vu que cette dépense a été portée, dans le passé, par l'Office Sociale de la Commune de Sanem;

Vu le courrier du 26 janvier 2015 de l'Office Sociale, reprenant leurs motifs quant à la non prise en charge de la participation;

Vu le barème social du 07 octobre 2013 ainsi que les fiches information bénéficiaire de la Fondation Stëftung Hëllef Doheem;

Vu que la dépense sera imputée sur l'article 3/260/648310/99004 (nouvellement créé pour l'exercice 2015) - Précarité sociale - Participation aux frais occasionnés par les prestations TELEALARME) du budget de l'exercice 2015;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu qu'une modification budgétaire s'impose afin d'ajuster les crédits servant à couvrir des dépenses découlant de circonstances imprévisibles au moment de l'élaboration du document budgétaire;

Vu l'article 127 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Considérant que cette dépense supplémentaire pourra être assumée par le fond disponible comme le fait apparaître le tableau de la situation financière, simulée de la commune et tenu continuellement à jour par les soins du service des finances;

Vu que le tableau de la situation financière au 06 mars 2015, lors du vote de ce point, renseigne des fonds disponibles de 381'598,64 EUR;

décide d'inscrire au budget 2015, sous l'article nouvellement créé 3/260/648310/99004 - Précarité sociale - Participation aux frais occasionnés par les prestations TELEALARME, un crédit supplémentaire de 1'650,00 EUR, et prie l'Autorité Supérieure à donner son approbation

Vote unanime

24. Chèque Service: Taxe de procédure forfaitaire dans le cadre des demandes de refacturation

Le Conseil communal,

Vu le règlement général concernant le fonctionnement de la Maison Relais dans la commune de Sanem et les règlements d'ordre intérieur «Foyer Scolaire», «Accueil du Matin» et «Foyer de Midi»

approuvés par le conseil communal en date du 16 décembre 2011;

Vu que le service Maison Relais dans la commune de Sanem, offert par la commune depuis septembre 2001, nécessite certaines adaptations au niveau de la participation financière des parents suite à l'introduction des règlements grand-ducaux du 21 juillet 2012 et du 26 décembre 2012 portant modification du règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le «chèqueservice accueil»;

Vu le règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le «chèque-service accueil»;

Vu le règlement grand-ducal du 20 décembre 2001 portant exécution des articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique pour ce qui concerne l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de structures d'accueil sans hébergement pour enfants;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants;

Vu la convention entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le collège échevinal de la commune de Sanem;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu la demande du collège des bourgmestre et échevins, de lui soumettre une proposition pour ne taxe de procédure forfaitaire dans le cadre des demandes de refacturation;

Vu que ce travail représente en général une charge de travail de 1.5hrs;

Vu les différentes étapes de travail (proposition CE, refacturation via Helpdesk, signature des demandes, attente ministère, établissement facture);

Considérant que les parents concernés sont avertis de l'échéance de la convention par mention sur la facture mensuelle, par courrier postal envoyé par notre service chèque service (un mois avant l'échéance), ainsi que par rappel verbal dans les structures d'accueils;

Considérant que le fait déclencheur et entraînant une refacturation émane de la part des parents;

décide de voter, dans le cadre des demandes de refacturation, une taxe de procédure forfaitaire de 50,00 EUR  
et prie l'Autorité Supérieure à donner son approbation

Vote(s) positif(s): 14	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patricia

## DIVERS

25. Approbation d'une convention de partenariat entre SICONA Ouest et l'Administration communale de Sanem

Vote unanime

26. Statuts:

- a. Comité d'Organisation du Championnat du Monde en Cyclo-Cross (Luxembourg) a.s.b.l.

Prise de connaissance des statuts

b. Gentleman's club a.s.b.l.

Prise de connaissance des statuts

26.1 Nomination d'un représentant de la commune de Sanem dans l'asbl Comité d'Organisation du Championnat du Monde en Cyclo-Cross

Proposition du collège des bourgmestre et échevins: Georges Engel

Vote unanime

27. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/ Association
1	Restauration scolaire (Commission de la)	obligatoire	S	DIVIS Lenka	L-4962 CLEMENCY	membre externe	Comité de cogestion
2	Bâtisses (Commission des)	facultative	E	KUNNERT Léon	L-4491 BELVAUX	membre politique	Déi Lénk
3	Bâtisses (Commission des)	facultative	S	HEINEN Hubert	L-4490 BELVAUX	membre politique	Déi Lénk
4	Bâtisses (Commission des)	facultative	E	CORNARO Marcel	L-4382 Ehlerange	membre politique	LSAP
5	Bâtisses (Commission des)	facultative	E	DURY Mathias	L-4470 SOLEUVRE	membre politique	LSAP

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/ Association
1	Restauration scolaire (Commission de la)	obligatoire	S	WALISCH-ALLAR Peggy	L-3638 KAYL	membre externe	Comité de cogestion
2	Bâtisses (Commission des)	facultative	S	KUNNERT Léon	L-4491 BELVAUX	membre politique	Déi Lénk
3	Bâtisses (Commission des)	facultative	E	HEINEN Hubert	L-4490 BELVAUX	membre politique	Déi Lénk
4	Bâtisses (Commission des)	facultative	E	PETTINGER Aloyse	L-4986 SANEM	membre politique	LSAP

Vote unanime

28. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
- a. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement des réseaux dans la rue de la Fontaine à Sanem par l'entreprise Rix de Soleuvre, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 12 janvier 2015;
  - b. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de réalisation de fouilles et de tranchées pour les P&T par l'entreprise Lisé et fils, dans la rue d'Electricité à Belvaux, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 12 février 2015;
  - c. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation les travaux de construction de la maison n°10 rue de l'Electricité à Belvaux par l'entreprise de construction Rosa & Neves de Steinfort, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 12 février 2015;
  - d. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant la suite des travaux de renouvellement des réseaux dans rue de Limpach pour les P&T par l'entreprise Bonaria Frères à Soleuvre, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 12 février 2015;
  - e. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation les travaux de terrassement du lot 1 dans l'avenue du Swing par l'entreprise Tralux, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 23 février 2015;

Vote unanime

29. Questions et divers



Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem

Bieles, de 25. Februar 2015

Aner Gemenge, wéi beispillsweis Monnerech, leeë bei engem Joeresabo vum öffentlichen Transport alle Bierger, déi eng Demande maachen, ee gewëssene Prozentsaz vum Präis bäi.

D'Gemeng Suessem ass jo Member am Klimabündnis, huet de Klimapakt ënnerschriwwen an huet sech virgeholl den öffentlichen Transport verstärkt ze fördern, ë.a. och mam Ubidde vum M-Pass fir säi Personal.

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemeindegesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt mir Äech an der Sëtzung vum nächste gemengerot folgend Froen ze stellen:

- Vu dass eis Gemeng d'Jumboskuart och schonn op dës Manéier ënnerstëtzt, gedenkt de Schäfferot dëst net och fir all Bierger ze maachen?
- Falls jo, wär et méiglech dës Ënnerstëtzung iwwert de Budget vum Klimapakt lafen ze loossen?

Merci am viraus fir Är Äntwerten, mat menge beschte Gréiss,

Fir d'CSV-Fraktioun, Mike LORANG a Carine REUTER-BAULER

Nathalie MORGENHALER  
Member vum Gemengerot

**Réponse du collège échevinal:**

D'Beispill vun der Nopeschgemeng Monnerech gëtt am Moment analyséiert. Et kann een awer net d'Reglement telquel vun haut op muer iwwehuelen, mee et muss een all Méiglechkeeten iwwehpréiwen. Et ass awer eng gutt Iddi mat enger finanzieller Ënnerstëtzung d'Leit ze motivéieren méi op den ëffentleche Transport ëmzeklammern.



Monsieur le Bourgmestre,  
Mesdames, Monsieur,

Permettez-moi de me référer à la conférence de presse du 2 mars 2015, lors de laquelle le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Claude Meisch, et le secrétaire d'État, Marc Hansen, ont informé la presse sur le projet de déménagement de l'Université du Luxembourg et des Centres de recherche, ainsi que sur la réaffectation du Campus de Walferdange suite au déménagement de l'Université du Luxembourg.

Le Ministre a indiqué que le Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE) situé actuellement dans le Château de Sanem serait transféré vers la Maison des Sciences Humaines à Belval de l'Université du Luxembourg.

Je voudrais interpeller le Collège échevinal afin qu'il intervienne auprès des autorités étatiques en ce qui concerne une réaffectation des localités et espaces du Château de Sanem devenus libres. Sachant que le château reste en principe la propriété de l'État, sachant que le patrimoine historique est sous tutelle nationale puisque classé monument historique.

Considérant que l'enceinte du château de Sanem est très appréciée par la population locale comme lieu public de récréation et de ressourcement.

Considérant les projets d'aménagements des jardins situés à proximité du château, des espaces verts au Parc Backes et des infrastructures de l'école fondamentale de Sanem, le château devenu vide pourrait être un lieu approprié pour y installer un centre de loisir et de rencontres socio-culturelles, des salles de classes en nature ou similaire intégré dans un projet éducatif avec apiculture et sentiers pédagogiques, relié au réseau des pistes cyclables.

Je demande au Conseil échevinal d'intervenir auprès des autorités nationales afin de permettre l'accès et l'utilisation à des fins de ressourcement, d'éducation et de loisir.

J'invite aussi le conseil échevinal et communal de lancer un groupe de travail pour élaborer des projets dans ce sens afin de conserver et de développer cet espace naturel qui consiste un gain en qualité de vie pour nos habitants et qui valoriserait la localité de Sanem.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de ma parfaite considération.

Patrizia Arendt,  
conseillère communale

### Réponse du collège échevinal:

Le collège échevinal a également été informé de cette nouvelle seulement par la conférence de presse du 2 mars 2015 du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il est vrai qu'il existe une multitude de possibilités, mais comme le château relève de la propriété de l'Etat, il est inutile de se fixer sur une idée concrète. Il faudra également prendre en compte que l'utilisation des locaux est restreinte. Seulement une petite partie du château (les locaux utilisés actuellement par le CVCE) est accessible, le reste se trouve dans le même état depuis des décennies.

Le collège échevinal demandera des informations au ministère en question concernant la réaffectation des locaux du château de Sanem. Il est évident que le collège échevinal défendra les intérêts de la commune et s'engagera afin que les alentours du château restent ouverts au public. Dès qu'il y aura plus d'informations dans ce dossier, le conseil communal sera informé dans les meilleurs délais.



Här Bourgermeeschter,  
Dir Dammen an Hären aus dem Schaffen- a Gemengerot,

Ech ging lech bieden folgend Fro während der nächster Sitzung ze traiteieren. Sait e puer Meint hellt de Camionsverkeier an der Route d'Esch immens zou. Zu verschiddenen Zaiten am Dag fueren se quasi am Minutentakt duerch Suessem. Et si greisstendeels Camion'en, dei op d'Bauschuttdeponie fueren, mee och emmer mei 40-Tonner, dei soss nemme ganz seelen duerch d'Duerf komm sinn (fir zB de Wilwert ze beliwveren, wat jo och erlaabt as). Vill vun dene Camion'en fuere vill ze schnell, wat natirlech immens gefeierlech get, besonneg an enger Strooss mat Zoufahrtsweeer an d'Wunncite'en, wou rem vill Familljen mat klenge Kanner wunnen, dei op den Trottoir'en laafen oder mam Velo fueren. Am Agang vu Suessem an den Aessen steet awer e Scheid, dat d'Duerchfahrt fir all Gefier iwwer 3,5T verbitt.

- Missten net mol Kontrolle gemaach ginn, fir dei Camion'en dei trotzdem einfach duerch d'Duerf fueren ze protokolleieren? D'Collectrice du Sud leeft 500m mei wait parallel zur Escher Strooss, mat enger direkter Ausfahrt bei der Chronospan an der Bauschuttdeponie, wou 10 extra zwee Rondpoint'en nei gebaut ginn. Et get also guer kee Grond fir duerch d'Dierfer ze fueren.

- Misst net och verstaerkt Drock beim zoustannege Ministere fir Verkeiersberouegungsmossnahmen an der Escher, mee och op anere Staatsstrossen am Duerf a soss an der Gemeng gemaach ginn? Dei versprache Mossnahmen (nom Bau vun der Collectrice) sinn nie emgesat ginn (bis op dat Scheid) a 10 fankt natirlech d'Liewensqualiteit vun den Awunner un serieux drenner ze leiden. An der Escher Strooss geschitt z.B. de Geigendeel, mam Ausbau vun der Strooss op 3 Bunnan, wouduerch den Trottoir sou schmuel ginn as, dass ee mol net mei zu zwee lanschteneen kennt an d' Auto'en zu mei schnellem Fueren inviteiert ginn.

Mat beschte Greiss,

Patrizia Arendt,  
Gemengereitin vun dei Lenk

### Réponse du collègue échevinal:

- 1) **Duerchgangsverkéier an der rue d'Esch zu Suessem fir Gefierer iwwer 3,5t**  
Et ass zimlech schwéier erauszefannen, ob di Camionen déi duerch d'Escherstrooss fueren och nëmmen op d'Mülldeponie fueren. Deemno vu wou se kommen, sinn se och um direkte Wee fir op d'A13.  
Et sinn e puer Chantier'en zu Suessem gewiescht an nach am gaangen, wat och mat sech bréngt dat vill méi Camionen circuléieren.  
Trotz allem ass eis Police ugestallt gi Kontrollen duerchzeféieren (och Vitesse - Kontrollen).  
De Service Technique wäert och eng Beschëlderung opstellen loossen fir d'Mülldeponie ze signaliséieren vun der A13 aus.
- 2) **Ausbau op „3 Bunnan“**  
An der rue d'Esch zu Suessem, sinn net 3 Bunnan aménagéiert ginn, mä e „Linksabbieger“ fir de Verkéier méi flësseg ze maachen. Virdru war ëmmer Réckstau entstaanen, sou dass d'Automobilisten duerch d'Cité Lamesch gefuer sinn, fir d'Routluuchten ze vermeiden. Den Trottoir ass effectif llicht méi schmuel ginn, huet awer eng Breet vun 1,40m. Déi Breet ass an den Normen an geet duer fir dass 2 Leit laanschtenee kommen. Et ass och en "Hochbord" gebaut gi laanscht d'Strooss, sou dass en Auto net iwwert den Trottoir ka fueren.
- 3) **D'Haapt-axen an eiser Gemeng**  
Déi gi bei all Reamngement oder Projet analyséiert ob Anengungen (entrée en ville) amenagéiert kënnen ginn oder net. Déi di 2015 ungefrot gi sinn: d'rue de Differdange zu Zolwer an d'rue de France zu Bieles.

### SEANCE A HUIS CLOS

#### PERSONNEL - ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

---

30. Démission de la dame ARANI Diane, éducatrice diplômée, avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2015

Démission accordée

#### PERSONNEL - CIPA «RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP»

---

31. Réduction de la tâche hebdomadaire de 40 heures à 30 heures de la dame BAUMGARTNER Natascha aide-soignante au CIPA-REWA

Réduction de tâche accordée

32. Nomination d'un kinésithérapeute (m/f) à raison de 20 heures/semaine au C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap», à durée indéterminée bénéficiant du CCT SAS

Est nommé(e):  
DIDIER Alain

## PERSONNEL - ADMINISTRATION

---

33. Nomination définitive de la dame PIGAT Laurence au poste d'expéditionnaire administratif auprès de l'administration communale à partir du 1<sup>er</sup> mars 2015.

Est nommé(e):  
PIGAT Laurence

34. Nomination définitive de la dame BELLINATO Cynthia au poste d'expéditionnaire administratif auprès de l'administration communale à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Est nommé(e):  
BELLINATO Cynthia

35. Promotion de la dame BAMBERG Patrice au poste de commis principal, grade 8, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Est nommé(e):  
BAMBERG Patrice

## Gemeinderatssitzung Sanem vom 08. März 2015

### Soziale Einrichtung „Maison sociale“ in Beles

In der heutigen Sitzung hatten die Gemeinderäte insgesamt 35 Punkte auf der Tagesordnung. Besonders hervorstache die Kostenvoranschläge bezüglich der Instandsetzung des Wasserreservoirs „Loetschef“, der Ausbau der Räumlichkeiten des technischen Dienstes, der Umzug der Sozialdienste in die „Maison Feis“ und die Gebühr für Neuverrechnungen im Rahmen der „Chèque-service“.

#### BELES

Zu Beginn der Sitzung bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) 3 Punkte der Tagesordnung hinzuzufügen. Hierbei

handelte es sich um 2 definitive Nominierungen und 1 Promotion von 3 Beamtinnen. Danach verabschiedeten die Gemeinderäte die Berichte der Monate Februar bis Juli 2014.

#### INSTANDSETZUNG DES WASSER-RESERVOIRS LOETSCHEF UND AUSBAU DES TECHNISCHEN DIENSTES

Beim ersten Kostenvoranschlag dieser Sitzung ging es um die Erneuerungsarbeiten des Wasserreservoirs „Loetschef“ in Zolwer. Dies sich über fast 2 Jahre ziehendes Projekt wird insgesamt 1.115.000 € kosten. Gemeindeingenieur und Chef der kommunalen Regiebetriebe Guy Kler und ein Vertreter des zuständigen Ingenieurbüros RW Consult gaben dazu alle weiteren Informationen. Der Trinkwasserbehälter „Loetschef“ mit einer Gesamtkapazität von 4000 m<sup>3</sup> Nutzinhalt wurde 1972 errichtet und ist nicht mehr konform zu den heutigen Standards.



Das Wasserreservoir „Loetschef“ in Zolwer wird instandgesetzt.

Auf die Frage von Gemeinderat Alain Cornély (Déi Gréng) antwortete RW Consult, dass es während den Sanierungsarbeiten zu keinen größeren Störungen kommen wird, da 2 Wasserkammern vorhanden sind und daher eine nach der anderen instandgesetzt wird. Die Ausschreibung beginnt im Herbst 2015, so dass die Arbeiten in der 1. Kammer und im Bedienhaus im Frühjahr 2016 begonnen werden können, die 2. Kammer im Herbst desselben Jahres bis im Frühling 2017 mit der Renovierung der Fassade alle Arbeiten abgeschlossen sein werden.

Anschließend informierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) über den Ausbau der Räumlichkeiten des technischen Dienstes in der rue de l'Usine in Beles bevor Gemeindeingenieur Marc Peffer nähere Details zum Projekt gab. Im Hinblick auf die stetig wachsende Zahl an Gemeindemitarbeiter hat sich herausgestellt, dass Platzmangel im Bereich der Infrastrukturen und Büros herrscht und Adaptionen im Sinne der weiblichen Mitarbeiter erfordert ist. Deshalb sollen über einen Zeitraum von 3 Jahren für einen Kostenpunkt von 1.075.000 € die Räumlichkeiten vergrößert werden.

In mehreren Phasen von 2015 bis 2018 werden die Gebäude und die Umgebung vergrößert und umstrukturiert. In der ersten Phase wird das neuere Modulgebäude, in dem die Büros der Regiebetriebe untergebracht sind, um ein Stockwerk ausgebaut. Somit entstehen 14 neue Büroräume, in die die Mitarbeiter, die sich momentan im Erdgeschoss des alten Gebäudes befinden, umziehen können. Die zweite Phase beinhaltet

danach die Vergrößerung der Umkleidekabinen im Erdgeschoss des alten Gebäudes von 105 m<sup>2</sup> (80 Personen) auf 175 m<sup>2</sup> (130 Personen), die Verdopplung der Größe des Speisesaals und die Schaffung eines Archivs im ersten Stock. Zudem wird eine Damenumkleidekabine für 10 Personen eingerichtet. Deshalb müssen auch dementsprechende Sanitäranlagen angelegt werden. Beide Phasen werden von 2015 bis 2016 andauern. In einer späteren Phase (2017-2018) ist eine Optimierung der Ateliers und Garagen vorgesehen und wird dann zu gegebenen Zeitpunkt im Gemeinderat vorgestellt.

Déi Gréng-Gemeinderat Alain Cornély stellte in diesem Zusammenhang die Frage, ob es mit diesen Ausbauarbeiten reichen wird und ob es weitere Vergrößerungsmöglichkeiten gibt. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) antwortete, dass man mit diesem Projekt das Machbare umgesetzt habe, dass es eventuell noch ein wenig Platz hinter den Gebäuden gibt. Allerdings sei der Raum limitiert, man hatte versucht ein angrenzendes Grundstück zu erwerben, was aber nicht geklappt hat.

Beide Kostenvoranschläge wurden einstimmig bewilligt.

## „MAISON SOCIALE“ IN BELES

Der geplante Umzug der Sozialdienste „Office social“ (Sozialamt), „RASE“ (Relais d'accompagnement socio-



Um den Platzmangel im technischen Dienst der Gemeinde zu beheben, wird ein Ausbau der Gebäude vorgenommen.

éducatif), „Social Opportunities/Senior+“ und „Service à l'Égalité des chances“ (Chancengleichheitsamt) in die „Maison Feis“ in der rue de la Poste in Beles erfordert einige kleinere Umbauarbeiten, die Möblierung und die IT-Einrichtung der Räumlichkeiten. Nachdem der technische Dienst mit den jeweiligen Sozialdiensten zusammen eine Bestandsaufnahme ihrer Bedürfnisse gemacht hat, kommt man auf einen Kostenvoranschlag von 100.000 € plus 67.500 € Insgesamt werden 9 Büros und 3 Versammlungsräume eingerichtet.



Die Sozialdienste der Gemeinde werden demnächst in die „Maison Feis“ in der rue de la Poste umziehen.

Als Präsident des Sozialamtes bedankte sich Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) für dieses Projekt. Es sei wichtig alle sozialen Einrichtungen, die bereits alle eng zusammenarbeiten, unter ein Dach zu bekommen. Danach erläuterte er kurz den Grundriss der zukünftigen „Maison socio-familiale“. Im Erdgeschoss befinden sich der Empfang und ein multifunktionaler Büroraum, der von allen Diensten genutzt werden kann. Im 1. Stockwerk wird das Sozialamt mit seinen 3 Mitarbeitern untergebracht. In der 2. Etage sind dann „RASE“, Chancengleichheitsamt und „Social Opportunities“ beherbergt. Zudem lobte er die Meisterleistung des technischen Dienstes, der einen idealen und kostennutzeckenden Kostenvoranschlag aufgestellt habe. So entstehe ein Ort, an den sich die Bürger in allen Lebenslagen wenden können.

Gemeinderat und Präsident der Finanzkommission Jemp Schlessler (LSAP) bat in diesem Zusammenhang den Schöffenrat darum den Kostenvoranschlag noch einmal zu überprüfen, da der Betrag relativ hoch sei. Der Bericht der Finanzkommission sei deshalb unvollständig, da zur damaligen Sitzung die Kostenaufstellung noch nicht vorlag.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) versicherte, dass alle Kostenpläne kontrolliert werden und die öffentlichen Gelder sinnvoll eingesetzt werden. Dieser Kostenvoranschlag beinhalte zudem nur das was die Dienste unabhängig brauchen.

Danach bemerkte er, dass es die Bezeichnung „Maison socio-familiale“ eigentlich wenig existiere, sondern nur „Maison sociale“. Es sei allerdings wichtig, dass sich dieses Gebäude nicht nur an sozial schwache Menschen, sondern an alle Mitbürger mit den verschiedensten Anfragen. Die definitive Benennung des Hauses werde zu einem späteren Zeitpunkt festgelegt.

Déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt wies darauf hin, dass sich auch Menschen mit prekären Lebenssituationen an die Dienste der „Maison Feis“ richten werden und man solle deshalb nicht mit der Einrichtung des Umfeldes sparen. Die Leute müssen sich wohl und sicher fühlen.

Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) betonte dann noch, dass es für die Bürger einen großen Vorteil hat, wenn die zusammenhängenden, sozialen Dienste alle an einem Ort unterbracht werden und man also keine weiten Wege zurücklegen muss. Sie bedauerte, dass die Einrichtung eines Fahrstuhls in dem Haus leider nicht möglich war. Dennoch sei die Zugänglichkeit gesichert mit einer Rampe für Rollstühle und Kinderkutschen und dem polyvalenten Büroraum im Erdgeschoss.

Die beiden Kostenvoranschläge wurden ohne Einwände verabschiedet.

## WEITERE PROJEKTE UND ANSCHAFUNGEN

Der technische Dienst (Wasserversorgungsabteilung) erhält ein neues Fahrzeug für 70.000 €, das speziell zum Aufspüren von Lecken in den Wasserleitungen ausgerüstet ist. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erläuterte,

dass in den vergangenen Jahren externe Betriebe (SES, DEA, Stadt Luxemburg) engagiert wurden, um für ein paar Wochen im Jahr mit ihren Fahrzeugen die schadhafte Stellen ausfindig zu machen. Diese Betriebe haben nun der Gemeinde mitgeteilt, dass sie diesen Service aus Zeitgründen nicht mehr ausführen können. Das Sanemer Wasserverteilungsnetz vergrößert sich (momentan eine Länge von 120 km) und die Anheuerung der externen Dienste waren ebenfalls kostspielig. Es sei aber wichtig, Leckage in den Wasserleitungen schnellstmöglich ausfindig zu machen und die notwendigen Reparaturarbeiten vorzunehmen, da Wasser ein kostbares Gut darstellt. Der alljährliche Wasserverlust liegt immer noch zwischen 8-10%, in den 70er Jahren lag man noch bei 45%. Um diese Verluste zu reduzieren, stimmten die Gemeinderäte unisono dem Ankauf des Fahrzeuges zu.

Einstimmigkeit herrschte ebenfalls bei den Abrissarbeiten wegen Einsturzgefahr der alten Horsmans-Scheune in der rue de Soleuvre in Beles im Rahmen des neuen Zufahrtsweges der zukünftigen Siedlung „Enner Zolwerwee“, bei den Instandsetzungsarbeiten der Wege des

neuen Friedhofs in Zolwer und bei der Fernüberwachung und -steuerung der Betriebszustände der neuen Schule in Sanem und dem Kulturschapp. Im Zusammenhang mit letzterem fragte Déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt ob die Gemeinderatsmitglieder die Dienste und Gebäude der Gemeinde besuchen können. Daraufhin bestätigte Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass die frühere „Tour des chantiers“ für die Gemeinderäte in abgewandelter Form wieder organisiert werden könne.

*Bei den Instandsetzungsarbeiten des Springbrunnens vor dem Gemeindehaus war sich der Gemeinderat dann aber nicht mehr einig. Um die Wasserqualität zu verbessern müssen für 40.000 € die Filteranlagen und Pumpen ersetzt werden. Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) erklärte, dass sie generell ein Problem mit dem Springbrunnen habe, da er am Tag wegen der Geräuschkulisse nicht eingeschaltet werden kann. Man solle vielleicht überlegen den Brunnen künstlerisch umzugestalten und das Wasser nur noch symbolisch darzustellen. Aus diesen Gründen enthielt sich die Gemeinderätin bei der Abstimmung.*



Instandsetzungsarbeiten am Springbrunnen vor dem Gemeindehaus. wird ein Ausbau der Gebäude vorgenommen.

Beim Ankauf von 2 Fahrzeugen für den technischen Dienst und eines Minibusses für die Maison Relais war sich der Gemeinderat aber wieder einig.

## BEBAUUNGSPLÄNE UND IMMOBILIEN-TRANSAKTIONEN

Nachdem die Umänderungen im Teilbebauungsplan PAP 02.04 Square Mile einstimmig bewilligt wurden, ging es um 2 punktuelle Abänderungen im allgemeinen Bebauungsplan der Gemeinde (PAG).

Beim ersten ging es um die Umklassierung von Grundstücken in der rue Sigefroi in Beles. Dies geschieht im Rahmen der Errichtung eines Modulgebäudes wo die „Ediff“ vorübergehend untergebracht werden soll bevor das neue Gebäude auf Belval für die „Ediff“ gebaut wird. Auf die Frage von CSV-Rätin Carine Reuter-Bauler wann der Umzug der „Ediff“ nach Beles stattfinden werde, konnte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) kein genaues Datum mitteilen. Auch wenn das zuständige Ministerium möchte, dass die „Ediff“ schnellstmöglich umzieht, hängt dies vom Fortschritt der Arbeiten ab.

Um den Bau des Zufahrtswegs zur zukünftigen Untersuchungshafenanstalt „Uerschterhaff“ sowie eines Fahrradwegs zu ermöglichen, muss ein Gelände in Sanem ebenfalls umklassiert werden. Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) kündigte ihre Enthaltung an, da ihre Fraktion damals bei der Abstimmung über den Bau der Untersuchungshafenanstalt nicht im Gemeinderat vertreten war. Sie betonte nachdrücklich, dass Déi Lénk damals in erster Linie für eine andere Strafvollzugspolitik und Prävention plädierte und gegen eine neue Untersuchungshafenanstalt war.

Dem notariellen Akt bezüglich des Ankaufes des Hauses in 30, route d'Esch in Beles und 3 weiteren Immobilien-transaktionen stimmten die Gemeinderäte wieder ohne Einwände zu.

Zu den von Finanzkommissionspräsidenten Jemp Schlessler (LSAP) vorgestellten Subsidien an Vereinigungen und zu der budgetären Umänderung betreffend den Tealalarm hatte der Gemeinderat auch keine Beanstandung.

## GEBÜHR FÜR ZUSÄTZLICHE NEUVERRECHNUNG DER CHÈQUE-SERVICE

Beim nächsten Punkt über eine zu zahlende Gebühr in Höhe von 50 € im Falle einer Neuverrechnung der Chèque-Service war sich der Gemeinderat uneinig. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass die Chèque-Service-Empfänger 2 Monate vor Ablauf der Gültigkeit einen Brief erhalten und darauf aufmerksam gemacht werden, dass ihre Karte bald zu erneuern ist. Dennoch versäumen es einige Empfänger immer wieder die nötigen Papiere innerhalb der Frist einzureichen. Um den daraus entstehenden Mehraufwand auszugleichen wird die Gebühr an den durchschnittlichen Stundenlohn (carrière expéditionnaire) angelehnt. Die Anzahl der beantragten Neuverrechnungen liegt bei ungefähr 12 pro Jahr.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) zeigte sich schockiert über diese Taxe. Im Chèque-Service-Gesetz stehe, dass man zu jedem Moment eine Neuverrechnung beantragen könne. Ihrer Meinung nach seien 12 Neuberechnungen pro Jahr nicht ausreichend um eine Gebühr zu erheben und man dürfe nicht anfangen, Gemeindedienste in Rechnung zu stellen. Außerdem seien es sozial schwächere Mitbürger, die es oft nicht schaffen sich an Fristen zu halten und deshalb sei es falsch, diese Menschen auch noch mit einer Gebühr zu bestrafen. Es sei Strafe genug, dass wegen dem Versäumnis der Höchstbetrag verrechnet wird. Aus all diesen Gründen könne sie diesen Punkt nicht gutheißen.

Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) entgegnete, dass man den Unterschied zwischen einer normalen Neuberechnung im Falle von Änderungen der Familienverhältnisse und im Falle von Vergessen machen müsse. Wie bereits erwähnt, erhält der Chèque-Service-Empfänger weit im Voraus einen Brief bezüglich der Erneuerung und wird dazu auch noch von den Mitarbeitern der Maison Relais darauf aufmerksam gemacht. Selbstverständlich komme man den Bürgern gerne entgegen, dennoch dürfe man sich auch als Gemeinde nicht an der Nase herumführen lassen. Entgegen der Behauptung von der Déi Lénk-Gemeinderätin handele es sich auch nicht immer um sozial schwächere Eltern.

Auch Bürgermeister Georges Engel (LSAP) wehrte sich gegen die Vorwürfe von Seiten der Déi Lénk. Es sei eine falsche Unterstellung, dass man hiermit beginnen werde, Gemeindedienste zu fakturieren. Diese Gebühr wird nur erhoben im Falle einer zusätzlichen Neuverrechnung, die

einen Mehraufwand für den Gemeindedienst bedeutet. Man könne auch nicht von einer Bestrafung sprechen, ganz im Gegenteil, man komme mit der Neuverrechnung dem Empfänger mehr als entgegen, da er dann den angepassten Chèque-Service-Tarif bezahlt. Es wird keinesfalls der Höchstbetrag verrechnet.

Somit wurde dieser Punkt mit 14 Ja-Stimmen und 1 Enthaltung von Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) verabschiedet.

Die Konvention mit der SICONA, die von Umweltschöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) vorgestellt wurde, sowie die Statuten von Vereinigungen, die Nominierung eines Vertreters im Organisationskomitee der Cyclo-Cross-Weltmeisterschaften 2017, als auch die Umänderungen in den beratenden Kommissionen und die temporären Verkehrsverordnungen wurden dann wieder einstimmig angenommen.

## FRAGEN DER OPPOSITION AN DEN SCHÖFFENRAT

Im letzten öffentlichen Teil dieser Sitzung beantwortete der Schöffenrat schriftliche Anfragen der Opposition.

Bei der ersten stellte die CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler im Namen ihrer Fraktion die Frage, ob der Schöffenrat eventuell eine finanzielle Unterstützung bei Öffentlichen Verkehrsmittel-Abonnements für alle Bürger in Betracht ziehe, so wie die Gemeinde es bereits für Jugendliche bei der Jumbo-Karte tut. Falls ja, ob diese Subvention vom Budget des Klimapaktes übernommen werden kann. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erklärte, dass das von der CSV genannte Beispiel der Gemeinde Monnerich in Betracht gezogen werde. Man könne jedoch die Regelung der Nachbargemeinde nicht eins zu eins von heute auf morgen übernehmen, sondern man werde zunächst alle Möglichkeiten analysieren. Es sei aber eine gute Idee mit einer finanziellen Unterstützung die Bürger zu motivieren auf den öffentlichen Transport umzusteigen.

Die folgende schriftliche Anfrage an den Schöffenrat von Seiten der Déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt bezog sich auf eine Pressekonferenz in der der Minister Meisch und Staatssekretär Marc Hansen mitteilten, dass das CVCE (Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe) vom Sanemer Schloss in die „Maison des

sciences humaines“ der Universität auf Belval umziehen werde. In diesem Kontext forderte die Déi Lénk-Rätin den Schöffenrat dazu auf sich beim Staat einzuschalten bezüglich der Umnutzung der dann freiwerdenden Räumlichkeiten. Ihre Vorschläge beinhalteten unter anderem die Einrichtung eines Freizeitzentrums und sozio-kulturellen Treffpunkts oder Naturkundeklassen. Außerdem bat sie eine Arbeitsgruppe zu schaffen um Projekte bezüglich des Sanemer Schlosses und der Umgebung auszuarbeiten. Man müsse schnell reagieren um ein Mitspracherecht für die Gemeinde zu erreichen.

*Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte, dass der Schöffenrat diese Neuigkeit ebenfalls nur über die Presseberichte erfahren hat. Man werde als Schöffenrat beim zuständigen Ministerium natürlich nachfragen was in Zukunft mit den Örtlichkeiten geschehen soll. Es seien viele Möglichkeiten offen und man wolle sich jedoch nicht zum jetzigen Zeitpunkt bereits auf eine Idee festlegen, sondern zuerst nachfragen, da das Sanemer Schloss bekanntlich dem Luxemburger Staat gehört. Selbstverständlich werde man sich dafür einsetzen, dass die Außenanlagen des Schlosses öffentlich zugänglich bleiben. Bei näheren Informationen werde der Gemeinderat natürlich informiert.*

Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) stellte danach klar, dass die Umgebung des Schlosses bereits seit 4-5 Jahren von der Gemeinde unterhalten und genutzt wird. Es wurde auch ein Masterplan entwickelt in dem es viele interessante Ideen gibt. Die Umsetzung sei jedoch schwierig, da sich die staatlichen Instanzen immer wieder bedeckt halten. Schöffe Marco Goelhausen erwähnte in diesem Zusammenhang die gute Zusammenarbeit mit dem CVCE. Der Staat hingegen tat sich augenscheinlich immer wieder schwer. Außerdem erklärte er, dass die Verwendung des Schlosses eingeschränkt sei, da nur ein kleiner Teil (die Räumlichkeiten des CVCE) benutzbar ist. Der Rest des Gebäudes ist noch im gleichen Zustand wie vor Jahrzehnten und teilweise nicht betretbar. Natürlich werde sich der Schöffenrat für das Wahrzeichen der Gemeinde und dessen Interessen einsetzen, damit etwas Sinnvolles mit dem Schloss geschehen wird. Allerdings dürfe man nicht vergessen, dass die finanzielle Investitionsbelastung erheblich sein wird.

CSV-Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler fragte in diesem Zusammenhang nach, was dann mit dem alten Asylantenheim geschehen werde. Dazu antwortete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass Familien- und



Das CVCE wird vom Sanemer Schloss nach Belval umziehen.

Integrationsministerin Corinne Cahen beim Schöffenrat nachgefragt habe, wie die Gemeinde dazu stehe, falls wieder neue Flüchtlinge in das Asylantenheim untergebracht werden würden. Der Schöffenrat habe grundsätzlich nichts dagegen, dennoch sei dieses Gebäude in einem zu schlechten Zustand und müsse renoviert werden bevor neue Asylanten aufgenommen werden können. Allerdings habe man seitdem nichts mehr vom Ministerium gehört.

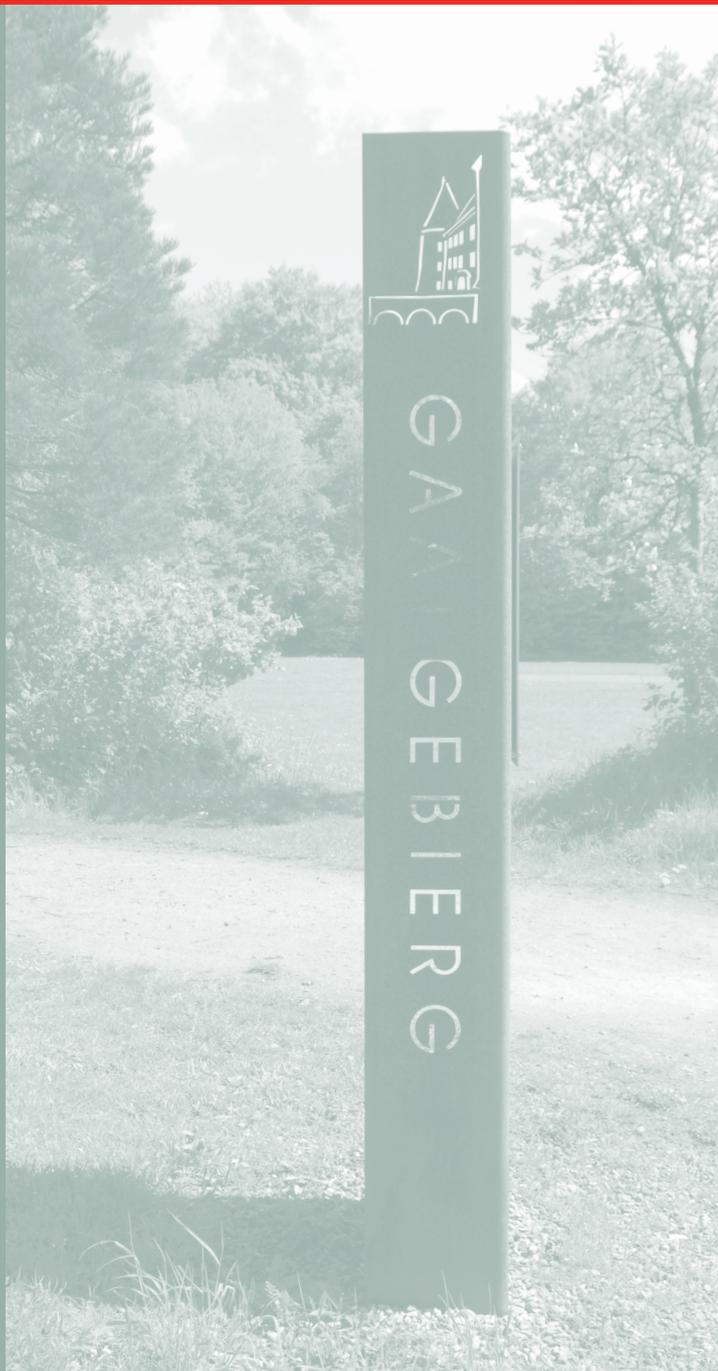
Danach ging es um eine weitere Anfrage der Déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt bezüglich des Lastwagenverkehrs in der rue d'Esch in Sanem. Dieser nehme stetig wegen der Bauschuttdeponie zu und viele LKWs hielten sich oft nicht an die Geschwindigkeitsbegrenzung. Deshalb forderte sie nach strengeren Polizeikontrollen und im Allgemeinen die versprochenen Verkehrsberuhigungsmaßnahmen in der rue d'Esch und auch in anderen staatlichen Straßen der Gemeinde. Die Lebensqualität der Sanemer Einwohner werde unter anderem durch die Verschmälerung der Bürgersteige wegen des Ausbaus auf 3 Spuren verringert. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass es schwierig sei herauszufinden, ob die LKWs nur zur Bauschuttdeponie fahren oder sich auf dem Weg zur Autobahn befinden. Außerdem

gab und gibt es immer noch mehrere Baustellen in der Ortschaft, deshalb war ein vermehrter LKW-Verkehr unvermeidbar. Die Polizei wurde auch gebeten Kontrollen in der rue d'Esch durchzuführen und der technische Dienst wird eine Beschilderung aufstellen lassen, der den Weg zur Bauschuttdeponie von der Autobahn aus signalisiert. Der angebliche Ausbau auf 3 Fahrbahnen sei allerdings eine übertriebene Aussage. Dies war keine Fahrbahnvergrößerung, sondern es wurde nur eine Linksabbiegerspur angelegt um den Rückstau zu vermeiden und dieses Projekt wurde einstimmig im Gemeinderat verabschiedet, auch mit der Stimme von Déi Lénk. Denn dadurch wurden viele Autofahrer dazu verleitet durch die Cité Lamesch zu fahren. Der Bürgersteig sei effektiv schmaler geworden, doch mit einer Breite von 1,40 m liegt er innerhalb der Normen. Außerdem wurde ein „Hochbord“ angelegt, so dass die Autos nicht über den Bürgersteig fahren können. Zudem informierte der Bürgermeister, dass bei allen Straßen- oder Bauprojekten die Ortseinfahrten analysiert werden um Verkehrsberuhigungsmaßnahmen umgesetzt werden können. Zum Beispiel wurde diese 2015 für die rue de Differange in Zolwer und für die rue de France in Beles angefragt.

---

Nach einem offenen Brief des Mouvement Ecologique betreffend die Grenzwertüberschreitungen des Escher Stahlwerks auf Belval, fragte Gemeinderat Mike Lorang (CSV) ob diese Probleme auch auf der Beleser Seite bestehen. Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) konnte beruhigen, dass Beles nicht betroffen sei. Zudem informierte sie, dass im diesbezüglichen Beobachtungskomitee besprochen wurde, dass die Werte sich nicht verbessern und Arcelor Mittal sich noch mehr bemühen muss, die Werte zu optimieren.

In der geschlossenen Sitzung wurden abschließend 6 Personalentscheidungen getroffen, unter anderem erhielten die Beamtinnen Cynthia Bellinato und Laurence Pigat ihre definitive Nomination.



Commune de Sanem